

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 78
Mars 2016

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Dejacques en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Grève du 31 Mars 2016

Le groupe libertaire Jules Durand appelle à se mobiliser et combattre la loi travail dite El Khomri. Les libertaires soutiennent l'initiative des syndicats - CGT, FO, FSU, l'Union syndicale Solidaires, l'Unef, l'UNL (lycéens) et la FIDL (lycéens), C.N.T., CNT-Solidarité Ouvrière, qui réclament le retrait pur et simple du texte.

Nous appelons à manifester au Havre et partout ailleurs et à faire grève le Jeudi 31 mars 2016. Les syndicats dits « réformistes » (CFDT, CFTC, Unsa, avec la Fage) ne sont en réalité que les courroies de transmission du Parti socialiste. Ce que nous avons reproché au Parti communiste vis-à-vis de la C.G.T., nous le reprochons maintenant aux syndicalistes notamment de la CFDT et de l'Unsa, qui veulent amender un projet qui forme pourtant un tout, mais qui surtout ne veulent pas faire d'ombre à leurs camarades socialistes au pouvoir.

En réalité, en obtenant quelques aménagements de ce projet de loi, ils tentent de désamorcer une mobilisation qui s'annonce massive.

Face à des directions syndicales frileuses et aux enjeux bureaucratiques des partenaires sociaux, il est urgent pour nous, syndiqués mais aussi non-syndiqués, d'apprendre à se passer de leurs directives, pour mieux se réapproprier nos luttes.

Une fois encore, le gouvernement pro-Medef s'apprête à remettre en cause de nombreux acquis sociaux et certains de nos droits: fin des 35 heures, plafonnement des indemnités dues en cas de licenciement abusif, simplification donc amplification des plans sociaux via des procédures allégées et moins contraignantes. Et si on ajoute tous les cadeaux offerts au patronat notamment pour le C.I.C.E., on constate que la note est déjà salée pour les salariés et les sans-emploi.

Une grève générale de 24H ne suffira pas à faire plier ce gouvernement de combat pro-patrons. Les travailleurs doivent renouer avec les méthodes qui ont fait leur force : grèves perlées, sabotage selon les préconisations d'Emile Pouget, blocage de l'économie, boycott... En mettant toutes les énergies dans la balance, celles des jeunes, des travailleurs, des chômeurs et des consommateurs pour faire pression sur la production, nous avons les moyens d'enrayer la casse sociale programmée par les socialistes. En s'attaquant aux profits du patronat, nous avons toutes les chances de gagner. A cet effet, nous devons non plus rester sur une position défensive mais contre-attaquer et obtenir de nouvelles conquêtes sociales.



Groupe Libertaire Jules Durand

Avec les Goodyear, le 31 mars 2016

Compte-rendu de l'Assemblée générale nationale du 12 mars à 11h30 à la bourse du travail de Paris

En présence de représentants notamment des comités de Limoges, Strasbourg, Mulhouse, Bagnolet, Rouvroy, Lyon, Gennevilliers, Nanterre, Saint-Denis, Lille, Béthune, Paris, Amiens, Saint-Quentin, Beauvais, Valenciennes, Le Blanc-Mesnil...

Une même date, un même lieu, une même exigence

- Mickael Wamen, secrétaire de la CGT good test et salarié condamné par le Tribunal d'Amiens, rappelle dès le début de son intervention que depuis le 15 février, lui et son avocat ont déjà rencontré beaucoup de Comités de soutien qui se sont formés spontanément (Paris, Marseille, Lille, Strasbourg, Béziers, Perpignan, Limoges, Béthune, Lyon, etc.). La semaine prochaine aura lieu encore un nouveau tour de France et même au-delà avec le 18 mars à Bruxelles, et une prise de contact en Espagne avec les syndicalistes d'Airbus qui ont été condamnés.

- Tous les comités locaux de soutien ont insisté sur

El Khomri : pas d'autre choix que de gagner

Nous constatons les dégâts et mensonges du gouvernement Hollande, Valls, Macron. Pas besoin d'épiloguer.

Sarkozy vient à son tour d'annoncer son programme : suppression de 300 000 fonctionnaires, calcul de la retraite sur les 25 dernières années, travail de 25% en plus pour les profs, recul de l'âge pour partir en retraite... Bref pas de quoi réjouir les travailleurs. Sans compter ce qu'il ne dit pas.

Sinon, dans l'ombre de tous ces démocrates, se tapit Madame Le Pen et son extrême droite. Là non plus, rien de rassurant.

La plupart des gens ont bien compris que les partis politiques étaient dépassés pour trouver des solutions. Les citoyens désertent ces structures obsolètes qui ne rêvent que du pouvoir pour mieux asservir le Peuple car le pouvoir est maudit. Aux individus de se prendre en main sans espérer quoique que ce soit d'un sauveur.

la nécessité d'UNE GRANDE MOBILISATION NATIONALE A PARIS (place de la République, à 14h) le 31 mars 2016 avec deux mots d'ordre principaux :

Retrait des poursuites contre le huit de Goodyear, solidarité avec les Air France et tous les militants poursuivies pour relever la tête

Retrait du projet de loi concernant la réforme du code du travail (qui vise la casse du Droit du travail)

La colère doit s'exprimer dans la rue !

L'action du 9 MARS 2016 a mobilisé un demi-million de manifestants : **LE 31 MARS A PARIS NOUS POUVONS ALLER JUSQU'AU MILLION !!!** Une discussion est en cours sur les aides qui vont être mises en œuvre pour qu'une majorité de personnes puissent se rendre dans la capitale (bus, prise en charge billets de train par les fonds issus des dons à l'association de soutien aux Goodyears, syndicats et autres).

De deux choses l'une : ou nous n'arrivons pas à mobiliser massivement et sur un temps long pour faire barrage à cette loi El Khomri et nous nous ferons laminer jusqu'à l'os pour une longue période de reculs sociaux ou nous stoppons ce gouvernement réactionnaire et pourrons à ce moment engager un mouvement de reconquête sociale.

Alors pas d'hésitation, car nous n'avons pas le choix. Gagner pour limiter la casse et repartir de l'avant ou se faire écraser et se retrouver dans la longue nuit des reculs sociaux.

En avant donc, le 31 mars, c'est plus d'un million de personnes qu'on doit retrouver dans la rue car tu peux voter, pétitionner mais c'est dans la rue que ça se passe !





Réponse du gouvernement face à la grogne sociale : Mépris et Répression



«Être GOUVERNÉ,

C'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu...

Être GOUVERNÉ, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale !»

Pierre-Joseph Proudhon

Décidément et bien qu'il soit indispensable de ne pas se contenter de réciter son bréviaire anarchiste tel l'enfant de cœur à nonnant son catéchisme, force est de constater qu'il est des citations d'une actualité incontestable.

Les gouvernements se suivent et se ressemblent tous et le pouvoir en place ne déroge pas à la règle. Le fait qu'il se proclame de «gôche» («qu'il ose se proclamer» devrais-je écrire) ne change rien à l'affaire.

Ainsi au nom d'une soi-disant «modernité» qui tend à nous replonger dans un passé pas si lointain, voilà que ces prétendus «socialistes» nous concoctent une révision du droit du travail comme le Medef lui a soufflé et comme la droite n'aurait jamais osé.

Sous prétexte de chômage de masse, de précarité galopante, d'une mondialisation irréversible cassant les emplois ici pour mieux exploiter là-bas, voilà que ces fantoches veulent nous imposer toujours plus de précarité, de flexibilité, d'allongement de la durée du

travail, j'en passe et des meilleures.

Face à la grogne qui commence à s'organiser, quelle est la réponse de ces marionnettes ?

Tout d'abord le mépris. Mépris de classe de ces prétendus «sachants» qui viennent nous expliquer que c'est pour le bien du pays, n'est-ce pas... Où comment nous prendre pour des gogos. C'est vrai que faciliter les licenciements, ça va permettre d'embaucher ! Au passage, cette vieille antienne des patrons était déjà à l'oeuvre au temps du CNPF et mis en place dès 1986 par Chirac et consorts, ce qui fait plus de 30 ans. Et avec quel succès puisque tout le monde peut s'accorder pour dire que le chômage a été résorbé depuis tout ce temps, n'est-ce pas.

Mais bon qu'attendre de tous ces gens qui vont à la soupe (pardon dans les cercles de réflexion) ensemble, qui naviguent tous dans la même bouillie pseudo économique-intellectuelle néo-libérale de la pire espèce, qui n'ont pas la moindre idée de ce qu'est le monde de l'entreprise (n'en déplaise à Valls et ses déclarations d'amour béates), qui n'ont pas le moindre commencement de début d'idée sur ce qu'est vivre avec un Smic.

Après le mépris, la répression. On a ainsi pu voir des CRS tels une meute de clébards qu'on jette à la curée, tabasser allègrement lycéens et étudiants. Ah oui, c'est vrai la priorité du «ravi de la crèche» Hollande, c'est la jeunesse, paraît-il. Et bien heureusement, sinon on se demande à quoi s'attendre...

C'est vrai que notre premier ministre est un admirateur fervent de Clémenceau, célèbre flic et briseur de grèves, n'ayant pas hésité à faire tirer dans le tas. J'avais précédemment évoqué le ministre Jules Moch (encore un «socialo» qui faisait donner l'armée contre les grévistes) pour caractériser ce cow-boy de pacotille et ces coups de mentons autoritaires. La preuve en est faite qu'il est «prêt à aller jusqu'au bout» comme il le dit lui-même. Au bout de quoi, on se demande !

Qui sème la misère récolte la colère !

Retrait de la Loi travail !

PAS DE DROIT DU TRAVAIL SANS DROIT AU CHÔMAGE !

Dissipons un malentendu. Ni tout à fait imbéciles ni tout à fait naïfs, nous n'avions pourtant pas compris ce « Mon ennemi c'est la finance » adressé peu avant la dernière alternance politique à un électeur populaire alors instamment sollicité. Ce n'est qu'avec les actes qui ont suivi ces paroles que l'énoncé a pris sens. Il fallait simplement prolonger la phrase : l'ennemi dont il était question, c'était « la finance »... des pauvres, des précaires et des salariés. Eh oui, le « changement » c'était ça, et pas autre chose : alors que plus de 40 milliards de crédit d'impôts ont été offerts aux entreprises au nom de la compétitivité, les intérimaires ont vu leurs droits sociaux rabotés, d'innombrables « chômeurs en activité à temps réduit » ont subi les dommages de « droits rechargeables » qui réduisent leurs allocations ; le SMIC horaire est toujours aussi faible pour des emplois toujours plus sous pression tandis que les salaires stagnent ; un RSA en baisse est assorti de davantage de stigmatisation et de contrôle de ceux qui en dépendent...

L'austérité, c'est faire travailler plus, faire plus de profit, contrôler davantage le temps des vivants pour une économie qui n'est rien d'autre que la politique du capital. Après quarante ans de précarisation et de chômage de masse, le mythe du plein emploi, et sa version édulcorée « la création d'emploi », sont encore et toujours invoqués pour mettre en concurrence des pans de plus en plus larges de la population, au nom de la raison économique. C'est encore au nom de l'emploi - et par là même, implicitement, au nom du droit au travail - que le gouvernement entend renverser le droit du travail avec sa Loi travail. Une fois de plus, il faudrait accepter davantage de flexibilité et moins de droits. On cherche par tous les moyens à nous acculer à un chacun pour soi suicidaire. Venons-en à l'avant-dernier épisode de la série de mauvais coups qui ont précédé l'ultime tentative de renversement du droit du travail en droit des entreprises, en droit du capital.

Précariser les chômeurs pour précariser tout le monde

Ce détour-là est en réalité indispensable car, comme souvent, c'est à la périphérie du prétendu « contrat social », parmi les « étrangers » et les « chômeurs », que sont initiées des manoeuvres décisives pour l'ensemble de la population. En janvier dernier, devan-

çant les négociations des partenaires « sociaux » sur l'assurance chômage, le premier président de la République à avoir été formé à HEC a lancé les hostilités. Hollande a décrit l'indemnisation du chômage comme étant des plus « généreuses » et appelé à de « raisonnables efforts » pour résorber un « déficit » à l'existence contestable, les cotisations étant toujours largement supérieures aux indemnités versées. Une fois l'offensive lancée, les experts de la Cour des comptes ont rempli leur rôle en maquillant les mécanismes d'un déficit de l'Unedic dont il s'agissait avant tout de dramatiser l'ampleur. Divers hiérarques socialistes ont fait chorus, puis la ministre du Travail, suggérant d'instaurer la dégressivité des allocations chômage, a brandi la menace : une réduction insuffisante du « déficit » par les partenaires « sociaux » conduirait l'État à refuser d'agréer le protocole Unedic et à « reprendre la main » pour imposer sa convention chômage, son plan d'économie contre les chômeurs.

Pour nos écono-maîtres, que 57% des chômeurs soient actuellement dépourvus d'allocations chômage ne suffit pas ! Le plan d'austérité annoncé implique de diminuer de 800 millions d'euros le montant des allocations. Le ministère du Budget a établi des scénarii de coupes budgétaires : une diminution de 100 jours de la durée d'indemnisation toucherait 400 000 personnes ; un jour d'emploi ne vaudrait plus un jour indemnisé mais 0,9, ce qui réduirait les droits de 947 000 allocataires ; diminuer l'indemnisation de 57 % à 49 % de l'ancien salaire brut affecterait 1,28 million de chômeurs. En actionnant les curseurs avec dextérité, les économies pourraient même dépasser les 800 millions escomptés.

Aucun scrupule n'arrêtera nos dirigeants...

Sans droit au chômage, sans droits des chômeurs, le droit du travail continuera d'être battu en brèche. De fait, la contre-réforme est permanente et elle se déploie sur de multiples plans. Ainsi, bien que les syndicats n'en disent mot, l'instauration d'une prime d'activité, qui vient remplacer des compléments RSA chichement alloués à des salariés précaires et la « prime pour l'emploi », est une énième disposition destinée à fabriquer en quantité de nouveaux travailleurs pauvres.

Tous ceux qui sont ici aujourd'hui savent bien que s'exprimer sur les réseaux sociaux et pétitionner ne suffira pas. À nous tous de le faire savoir, à chacun de nous d'inviter à une mobilisation « dans la vraie vie ». Seule une telle mobilisation, massive, déterminée, pourra obtenir le retrait de la Loi travail et donner un coup d'arrêt à une politique de précarisation qui s'applique partout, par-delà les divers statuts juridiques sous lesquels nous sommes enrôlés dans la production (CDI, CDD, auto-entrepreneur, CDDU, stagiaires, intérim, ...). Si la rue ne fait pas la loi, force restera aux lois de l'économie.

Pour eux, ce qui ne coûte rien ne vaut rien. Qu'à cela ne tienne ! Prenons nos affaires en mains, organisons-nous collectivement pour faire grève, bloquer

l'économie et lui nuire, et le pouvoir devra reculer. Ce n'est pas la richesse qui manque. Unis, déterminés, en lutte, nous saurons inventer d'autres pratiques, de nouveaux droits collectifs et imposer une tout autre logique.

Coordination des intermittents et précaires
www.cip-idf.org www.facebook.com/CipIdf

Twitter : @CIPIDF

Pour ne pas se laisser faire, agir collectivement, partager

infos et expériences chaque LUNDI, de 15h à 18h, des

PERMANENCES ont lieu au Café de la Commune Libre

d'Aligre, 3 rue d'Aligre Paris, 12e. Tel : 01 40 34 59 74

Le travail n'est pas central dans la vie de l'homme...

Nous basant sur un jugement rationnel, sans nous attarder dans le domaine des généralités, nous désirons examiner un fait particulier, mais primordial, nous intéressant tous au plus haut point: le travail. Il s'agit de juger ici cette question, en sincère et libre logique, sans parti pris, sans opinion intéressée ou préconçue.

Tout d'abord, une constatation typique: du fait même de l'organisation des êtres humains en société, toute nécessité vitale purement individuelle et s'imposant d'elle-même, ne tarde pas à perdre toute valeur propre, utile et relative à l'être et arrive inévitablement à se transformer en un principe social, obligatoire, dogmatique et nuisible à l'individu.

Le travail représente l'exemple le plus frappant de cette constatation. Tel qu'il se présente, synthétiquement, en l'actuelle société, le travail ne constitue qu'une obligation sociale. Il est le plus souvent abrutissant, parfois même dégradant pour celui qui le pratique.

Quels sont les travailleurs qui oseraient, en toute sincérité, proclamer leur joie, leur satisfaction du travail qu'ils accomplissent? Mais par contre, ne seraient-ils pas nombreux ceux qui, sincèrement, clameraient leur dégoût et l'incompréhension de la besogne accomplie ? La presque totalité ignore si

cette besogne est rationnelle et utile, mais ils ne travaillent que pour toucher le salaire qui leur est indispensable pour végéter, sinon pour vivre. En réalité, le travailleur n'est actuellement qu'un pauvre misérable accomplissant tristement des gestes souvent inutiles ou inconscients, parfois même nuisibles, dans l'unique but d'assurer sa maigre pitance.

Que nous sommes loin des grands mots ronflants, sonores et creux qui proclament la beauté, la sainteté du travail, la force et l'intelligence des travailleurs. Il me souvient que dans l'Histoire, les miséreux furent déjà flattés, pompeusement appelés : «peuple souverain». Ils luttèrent et moururent sur les barricades pour conquérir le suffrage universel et instaurer la république qui devaient leur apporter à tous le bonheur et la liberté ! Nous savons ce qu'il en est résulté.

Mais les miséreux, éternelles dupes, ressentent encore le besoin d'écouter les paroles flatteuses et se contentent de bercer leur misère avec le fallacieux espoir en une divinité libératrice. Après tant d'autres dieux déçus ou déconsidérés, le dieu actuel, c'est le Travail. Les individus ont, inconsciemment, une tendance à devenir les fidèles de ce nouveau culte qui possède déjà ses prêtres et ses pontifes. Le pauvre esclave qui turbine est flatté, adulé, il est le Prolétaire, le Producteur, le Maître de la Destinée Universelle, mais sous tous ces titres pompeux, il n'est, en réalité, que le miséreux ignorant et crédule servant de levier aux arrivistes politiques.

Actuellement, le travail est subi, et seulement subi, par ceux qui sont dans l'obligation de l'accomplir. Est-ce avec cette fonction sociale aussi injustement, illogiquement conçue, aussi pauvrement estimée, que vous poserez les bases d'un avenir meilleur?

Vous proclamez que le travail doit régénérer le monde, qu'il doit présider aux destinées, aux directives afin que tout soit pour le mieux mais j'estime, en toute sincérité, qu'avant de prétendre que le travail soit régénérateur, il est indispensable de régénérer le travail lui-même.

Car, comme toutes les conceptions humaines, le travail a subi la néfaste ambiance sociale, il a suivi la même évolution et s'est modelé sur la société. Tel qu'il est actuellement conçu, il sert d'armature et consolide l'organisme social ; il fait perdurer cette société reposant sur l'ignorance et la soumission et ne saurait donc avoir aucune valeur de rénovation sociale.

Le groupement des travailleurs, le syndicat, se maintient dans une conception fautive : il considère le travail, la production, comme une qualité première; il lutte pour les intérêts matériels; il soutient les revendications corporatives mais ne semble pas se soucier de l'utilité de la besogne accomplie; ne cherche pas à juger la valeur des travaux néfastes à l'individu qu'accomplissent un certain nombre de corporations. Tant qu'il se tiendra sur ce terrain de pseudo-satisfaction immédiate, le syndicalisme ne transformera rien, en réalité, mais nuira plutôt au développement de la compréhension du travailleur. Même lorsqu'il s'élève au-dessus de ce rôle primordial d'intérêt corporatif pour se placer sur le terrain révolutionnaire de lutte de classes, le syndicalisme ne prend pas en considération ce point principal : un grand nombre de salariés, par leur travail même, contribuent au fonctionnement, voire au développement de l'iniquité et de l'oppression sur lesquelles est basée l'actuelle Société.

Le fait de travailler, d'être exploité ne suffit pas, à mon avis, pour constituer une qualité première, mais c'est bien plutôt le fait de travailler pour produire les choses nécessaires à la vie et au développement tant matériel qu'intellectuel de l'individu qui représente seul une qualité indiscutable et digne d'intérêt.

Que m'importent les revendications corporatives, même les déclamations révolutionnaires des ouvriers qui bâtissent les prisons, qui fabriquent des engins de mort (navires de guerre, avions de combat, armes, etc.). Ils ne m'intéressent pas plus que le flic ou le soudard car ils forgent eux-mêmes les fers qui les enchaîneront, eux, et leurs frères de souffrance.

Il est certain que le travail est nécessaire, car la vie n'est possible que par la consommation, qui dépend, elle-même, de la production. Mais qui consomme, qui produit ? Ce n'est pas la société, fiction, entité inexistante; c'est l'individu. Ne faisons pas du travail une fonction sociale, mais considérons-le sous son aspect véritable; une nécessité de vie individuelle.

Pour l'individu, la vie n'est qu'une lutte constante, ayant pour but unique sa propre conservation, son propre développement. Le travail n'est que l'acte de cette lutte égoïste; il n'est donc qu'une fonction, une nécessité individuelle et pas autre chose.

Les grands mots: production, consommation, si sonores au point de vue social, se ramènent, en simple réalité, aux deux phases de fonction vitale de l'individu: fonction chimique et fonction mécanique.

I - Fonction chimique, spécifiquement organique, indispensable à la vie même de l'être - absorption, assimilation et éjection. L'équilibre, en cette fonction, est nécessaire; la privation, comme la pléthore, peuvent, l'une et l'autre, amener des troubles nuisibles à l'organisme. Mais l'équilibre, en cette fonction chimique - ou consommation individuelle - est strictement personnel à chaque être, gradué selon ses capacités et besoins physiques.

2 - Fonction mécanique - nécessite de se procurer les éléments extérieurs indispensables aux fonctions chimiques, d'où transformation du milieu par l'individu avec tendance naturelle à opérer cette transformation à son profit. L'équilibre des fonctions mécaniques est indispensable chez l'individu. La trop forte dépense de force purement physique chez le travailleur, au détriment de ses besoins chimiques et même cérébraux, entraîne fatalement une dépression de son organisme. Cette dépression s'observe, en sens inverse, chez l'oisif, par suite du manque d'effort mécanique et d'une plus complète satisfaction des fonctions chimiques. L'être, ainsi privilégié socialement, peut, s'il est raisonnable, rétablir cet

équilibre par l'hygiène, la sobriété et la pratique des sports

L'harmonie entre les fonctions individuelles chimiques et mécaniques est la condition inéluctable et primordiale de possibilité de vie rationnelle et normale pour tout être. Or, c'est la vie sociale qui est l'empêchement principal - sinon unique - de réalisation de cette harmonie. Le travail - tel qu'il est actuellement compris - fonction sociale - est le poids qui rompt cet équilibre indispensable à l'être pour vivre.

Mais la nécessité de transformation du milieu, opérée par l'individu en vue de sa propre conservation et partant de celle de l'espèce, peut cependant, tout en lui étant personnellement profitable, être nuisible aux autres, le milieu étant considéré comme le patrimoine de tous. Ce déséquilibre entre les diverses fonctions mécaniques individuelles - ou plus exactement entre leurs rapports - a pour résultat l'excès de production par suite d'une inutile dépense d'énergie ou au contraire pénurie des matières utiles à l'existence de l'espèce par excès de destruction. L'organisation sociale - la Société - a donné naissance à cette anomalie, qui représente la seule possibilité de vivre pour un organisme social.

Soutenir la cause du travail socialisé, prétendre pouvoir répartir, la tâche à chacun en une société, c'est nier la liberté de l'individu, c'est lui enlever la possibilité de dépenser sa personnelle énergie en vue de son propre bien-être, conformément à son aspiration naturelle, à la vie elle-même. L'organisation de la production ne saurait donc être basée sur des principes sociaux, uniformisés, rigides, imposés.

Cependant les individus ont, dans le domaine économique, plus de possibilité d'entente que dans tout

autre domaine (intellectuel, moral, etc.). Car les pensées sont spécifiquement personnelles, alors que les besoins sont, non pas identiques chez tous, mais communs à tous.

Si nous prétendons satisfaire ces indispensables nécessités d'existence par l'organisation du travail, base d'une société nouvelle, nous ne tendons qu'à créer une entité - le travail, future divinité d'une société se prétendant régénérée. Mais que deviendrait en cela, l'être humain, sinon un religieux, un membre soumis à ce nouvel organisme?

Or, pour vivre librement et sainement, l'individu ne peut dépenser que sa force énergétique personnelle. Elle est essentiellement relative à sa capacité, à son tempérament.

La solution de cette question n'est donc pas en l'élaboration d'une nouvelle synthèse de reconstruction sociale où le travail serait encore un mode de dépendance pour l'être humain, mais cette solution réside - à mon sens - en la compréhension par l'individu de l'emploi utilitaire et rationnel de ses propres forces, en vue de la normale satisfaction de ses besoins.

La raison - résultante de la connaissance de soi, par l'éducation - peut seule donner à l'individu la norme de sa conduite pour parvenir à un développement rationnel et à une existence le satisfaisant.

**La vie est en nous ; vivre est notre seul but.
Le reste n'est rien.**

La Revue anarchiste (n°22, décembre 1923)

Albert Soubervielle



Pour la limitation du temps de travail et le partage des richesses

Le Medef, le gouvernement, l'opposition de droite, les économistes néo-libéraux de tout poil et la grande masse des journalistes établis nous le serinent à toute heure de la journée : la France doit retrouver sa compétitivité et son attractivité et cela passe bien entendu par la baisse du coût du travail. Traduction : salaires tirés vers le bas, suppression du Smic, précarisation, casse du droit du travail jugé trop rigide...

Tout cela n'est bien entendu que foutaises. Sauf à baisser les salaires et précariser le travail à un niveau proche des conditions des travailleurs d'Europe de l'Est, exploités un peu partout dans notre merveilleuse Europe, voire pourquoi pas descendre au niveau des couturières cambodgiennes trimant pour des salaires de 115 euros par mois de 10 à 12 h par jour, 6 jours sur 7 dans des conditions inacceptables pour la dignité humaine. A noter que ces braves filles travaillent pour de grandes marques et magasins textiles, dont je tairai les noms, mais que vous pouvez deviner aisément, tant il est vrai que l'industrie textile, poussé en outre par la «Grande Distribution», est à 90% délocalisée dans ces pays à bas coûts que sont le Cambodge, le Bangladesh, la Thaïlande et ô joie la Birmanie à présent «démocratique» et donc exploitable ! Une chaîne de magasin hyper connue à d'ores et déjà prévu de «relocaliser» en Ethiopie, les salaires étant, bonheur incommensurable des ultra-libéraux, de 80 euros par mois seulement !

Et dire que vous avez des économistes n'ayant retenu que 3 pages d'Adam Smith ou Ricardo, pour vous vanter cette «mondialisation heureuse» comme l'a écrit ce rigolo d'Alain Minc. Ces guignols vont jusqu'à t'expliquer que le gamin de 12 ans, il est libre de refuser le contrat donc que la loi de l'offre et de la demande est la seule garantie pour assurer l'efficacité du marché ! Efficacité basée sur l'exploitation des enfants, des femmes et de la misère généralisée.

Et dire surtout que vous avez un tas de consommateurs qui ignorent ou préfèrent ignorer, voire s'en moquent éperdument, et tels des schizophrènes se plaignent de la pollution et du chômage mais cautionnent ce système en achetant toujours plus ces fringues qui sentent pourtant la misère et l'oppression..

Une fois posés ces constats, que faire pour stopper l'exploitation ici et là-bas ? La réponse simple et évidente est dans le titre de cet article : partager les richesses et travailler moins pour travailler tous et autrement. Bon, ça fait slogan syndicaliste (en l'occurrence, ça l'est !) et certains vont me dire que c'est une proposition simpliste et utopique. Peu me chaut !

Première réponse : une utopie visant le bonheur de tous ou au moins une vie décente et digne, ça doit nous pousser à trouver les solutions.

Secundo, et contrairement à ce que j'entends à longueur de journée, des moyens financiers, il y en a. Croyez-vous vraiment que toutes les sociétés qui ont délocalisé l'ont fait uniquement pour vous offrir des «prix plus bas» comme nous le serine à longueur d'année ce charlot de Michel-Edouard L.... Que nenni, c'est pour le profit, encore plus de profits, toujours plus de profits. On exploite là-bas, on précarise ici, dans une véritable guerre des pauvres contre les plus pauvres, pour accumuler des montagnes de fric qui prennent la direction des paradis fiscaux. Bon pour le moment, ils ont encore besoin de marchandises et de hamsters pour faire tourner la roue du paradis capitaliste mais je vous laisse imaginer le jour où la financiarisation de l'économie sera à même de faire du fric avec du fric pour le fric....Plus besoin de personne pour faire tourner la boutique...Tous ces acteurs économiques précarisés, que deviendront-ils ?

Bien évidemment, pour mettre la main sur ces richesses qu'il convient de partager afin que chacun (et ce au niveau mondial) puisse vivre dignement, il va falloir quelque peu se montrer exigeants ! Mais juste pour rappel, l'évasion fiscale est évalué à 80 milliards d'euros rien que pour la France et les dividendes versés en 2015 aux actionnaires du Cac 40 se sont montés à plus de 40 milliards ! Il semble qu'il y ait une bonne réserve, non ? N'oublions pas que ces pratiques (évasion fiscale, rentes versées aux actionnaires, profits captés par le capital au détriment du travail) sont un phénomène mondial. Il est donc évident qu'en partageant cette manne, tout le monde pourrait vivre de manière décente.

Vous cherchez d'autres pistes pour le financement de ce partage des richesses ? il en est une qui va de soi même si elle va faire hurler bien du monde : l'héritage ! Sans préconiser de le supprimer, je pense qu'il doit effectivement être limité en terme de transmission, qu'elle soit pécuniaire ou de biens meubles. Il s'agit là d'une question d'égalité et afin d'empêcher cette reproduction de l'oligarchie qui détient tous les liens de pouvoir actuellement. Il s'agira d'en fixer les modalités au strict nécessaire (par ex maison principale et un montant maximum d'argent). Ne hurlez pas tout de suite et réfléchissez-y. Cela permet de limiter les transmissions d'une entreprise à des rejetons pas toujours compétents qui bien souvent (les exemples fourmillent) ont cassé les entreprises laissés par leurs parents. N'oublions pas non plus que ces entreprises sont le fruit de ceux qui y travaillent et non uniquement de ceux qui tiennent les «finances»!

Une fois réglé ce «problème» de financement ou de partage des richesses, que faire ?

Une piste longtemps évoquée et qui revient en force en ce moment, c'est le salaire universel. On vous verse un revenu minimum, ce dès la naissance, a vous de compléter si cela vous chante. C'est clairement une idée plaisante qu'il conviendrait de creuser. Cela permettrait de se débarrasser de certaines contingences nous obligeant à abdiquer une part de notre liberté contre un travail pas toujours enrichissant. Concrètement, ça permettrait que les droits basiques de l'homme, à savoir se nourrir, se vêtir et se loger, auquel j'ajouterais se cultiver ou s'instruire (comme il vous plaira...) puissent être assouvis sans dépendre du travail. Cette liberté retrouvée permettrait en outre de pouvoir se consacrer à des travaux plus orientés vers la créativité, la solidarité. Ce pourrait être une véritable aubaine pour ce qu'on appelle l'économie sociale et solidaire, une aubaine également pour retrouver une agriculture saine et non extensive, débarrassée elle aussi d'une course au rendement néfaste pour la planète et mortifère pour les paysans dépendant de l'industrie agro-alimentaire et des hypers...

Bien entendu, cela suppose également un effort nécessaire pour la qualité des logements et des conditions de vie de tout un chacun.

Cela suppose de renouer avec la solidarité , contre la charité, de partager ensemble tout ce qu'on peut apporter et «mettre la main à la pâte» au mieux des

compétences et des envies de chacun. Moi qui suis du genre à avoir deux mains gauches quand il s'agit de bricoler (mes excuses sincères aux gauchers que je ne voudrais pas discriminer) je suis partant pour apporter ma pierre à l'édifice.

On pourrait également se concentrer de nouveau sur le local pour s'organiser depuis la base. Et qu'on ne vienne pas me dire que c'est là une vision étriquée et chauvine...L'agriculture vivrière a été brisée dans des bien des pays par les multinationales de l'agro-alimentaire empêchant les gens de vivre de leurs produits. Il est temps que ça change.

Il est également temps que changent les mentalités pour commencer à rejeter le travail comme valeur absolue et la consommation à outrance comme valeur majeure de notre société. Combien de fois n'entends-je pas quand je parle de décroissance ou de sobriété dans notre consommation : «Mais s'il n'y a pas de croissance, ça va faire monter le chômage !» Ah bon ? Si on achète pas tout un tas de saloperies inutiles fabriquées dans des conditions sociales et écologiques lamentables, ça va augmenter le chômage ? Peut-être dans la distribution, le transport national et international, mais comme ce sont là des activités pour le moins nuisible question environnementale et sociale, ce n'est pas un drame incommensurable (j'assume sans problème, travaillant dans le transit international...).D'autant plus si comme nous le suggérons nous partageons les ressources et les richesses.

En conclusion, nous devons combattre le travail en tant que valeur indépassable de l'humanité, remettre les droits humains fondamentaux au centre de nos préoccupations, combattre les inégalités et ceux qui les propagent et en profitent. De nombreuses pistes et pratiques sont à explorer sans dogme ni vérité tracée, en partant du local. A nous tous d'inventer des moyens de nous extirper de cette société capitaliste mortifère pour l'homme et la planète. A nous tous de partager tout type d'expériences, petites ou grandes visant à nous émanciper et permettre d'instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté.

La tâche s'avère certes ardue mais tellement motivante et faisant appel à notre créativité à toutes et à tous !

Culture : Travail et Chanson

On ne peut pas parler de travail sans en venir aux chansons qui en sont le sujet. Et plus particulièrement les chansons en hommage aux travailleurs. Tout le monde a bien évidemment en tête la chanson de Bernard Lavilliers : «les mains d'or» qu'on ne présente plus. Le mois précédent, je vous ai parlé du

DVD d'Eric Frasiak. Je l'ai reçu et je ne peux à nouveau que vous encourager à le commander. Puisque ce libertaire, El Khomri exige, tourne autour du travail, et avec son accord, voici le texte d'une de ses chansons : **M. Boulot**

M. Boulot, on te voit plus
Dans la région depuis un bail
T'es parti où ? t'as disparu
A Kiev, à Pékin ou Shanghai
Nous, on t'avait toujours connu
T'étais de toutes nos batailles
T'habitais juste au bout d'la rue
T'as tout laissé pour ce travail

T'as pris avec toi tes affaires
Tes tours, tes fraiseuses, tes camions
Maintenant l'usine c'est un cimetière
Et les trois-huit on tourne en rond
Si tu voyais comme c'est rouillé
La boutique où on s'est connus
Bureaux squattés et murs tagués
Et les ch'minées qui ne fument plus

M. Boulot, pour qui tu bosses
Depuis qu'tu nous as oubliés ?
Je sais pas si t'avais des gosses
Mais les nôtres, ils peuvent plus t'saquer
Pôle sud, pôle nord ou Pôle Emploi
On a beau y croire tous les jours
On t'cherche partout mais on t'trouve pas
Et on commence à être à court

Après tout c'qu'on a fait pour toi
T'as même pas laissé un p'tit mot
T'as préféré partir comme ça
Ici on dit, comme un salaud
J'espère qu'on te r'verra un jour
Que tu repass'ras par chez nous
Et même si c'est plus trop d'amour
On t'en voudra pas pour un sou

M. Boulot, tu fais la course
Aux bénéfiques et au rendement
Et même si t'en as plein les bourses
De tes dollars, de tes placements
Tu t'souviens plus comme c'était beau ?
Reviens faire un tour par ici
On rallum'ra les hauts fourneaux,
L'accordéon sur nos samedis

M. Boulot, qu'est ce que tu d'viens
La vie sans toi c'est plus pareil
Depuis qu'on te voit plus dans l'coin
On dort plus sur nos deux oreilles
Pour la communion du dernier
On aurait aimé qu'tu sois là
On doit même plutôt t'avouer
Que ce s'ra pas facile sans toi

On t'aimait bien dans le quartier
On comptait tous un peu sur toi
Pour la bagnole, pour le loyer
Pour boucler la fin des douze mois
Mais quand on t'voit à la télé
Prendre la pause et faire le beau
On s'dit qu'le fric t'a bien changé
Pourtant tu manques, M. Boulot

Paroles et musique : Eric FRASIAK

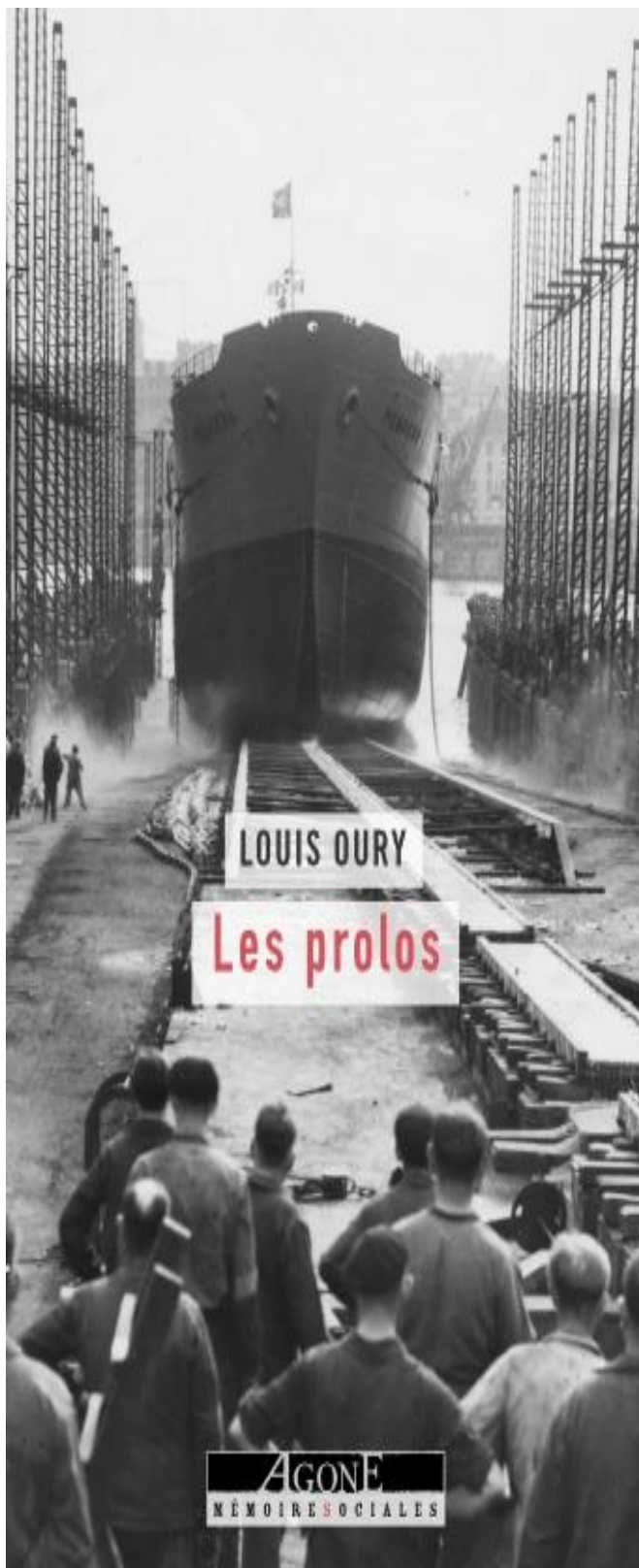


Extrait de Bosse - Bernard Lavilliers

Disparu depuis des années
Comme un filon dans la faille
Comme un manuscrit oublié
Ils ont retrouvé le travail
Il faut qu'tu bosses lorsque le jour se lève

Bosse, on attend la relève
Bosse, la montée de la fièvre
Bosse, il faut que tu bosses
Il faut qu'tu bosses pour conjurer le sort
Bosse, sous la terre, dans les ports
Bosse, pour dépasser la mort
Bosse, il faut que tu bosses
Aujourd'hui, c'est un privilège
Mais ça ne me dit rien qui vaille

C'est une idée au fond d'un piège
Ils ont séquestré le travail
Il faut qu'tu bosses, bosses
Ton sourire carnassier, bosse
Totalement surbooké, bosse
Les réseaux d'initiés
Bosse



Le jeudi 5 mai, par une matinée de printemps, nous nous retrouvons à quinze mille métallos regroupés sur le terre-plein de Penhoët. Juché sur la plateforme d'un wagon, je reste sidéré pendant quelques instants par l'impression de puissance que donnent quinze mille hommes rassemblés pour un motif commun, pour un combat vital. Ce potentiel de violence m'effraie un peu, bien que je me sente solidaire de mes camarades. Quinze mille mâles qui

domptent la matière à longueur d'année, et se déclarent ouvertement prêts à pendre par les couilles le directeur et ses adjoints si ces derniers ne leur donnent pas les moyens de vivre décemment, cela me fait l'effet d'une douche glacée. D'autant plus que mes leçons de catéchisme sont toujours aussi vives dans ma mémoire, notamment « ... panem nostrum quotidianum de nobis hodie ». Le pain quotidien ? À vrai dire les ouvriers ne tiennent pas à ce qu'on leur donne, ils veulent l'arracher, l'obtenir par la force, pour une simple question de dignité, pour « ne pas avoir à baisser leur froc devant le patron ».

Les Prolos est un témoignage d'apprentissage comme il en existe des romans. On y suit un très jeune apprenti, issu du monde agricole des régions rurales de la Loire, pour qui le passage par la condition ouvrière est une étape dans un parcours de promotion sociale. C'est à Saint-Nazaire, dans les chantiers navals, que le chaudronnier se rapproche d'une classe ouvrière nullement enchantée, dans une progression dramatique qui culmine avec la grande grève de 1955. Le monde des Prolos, immédiatement postérieur à la reconstruction, est celui de la guerre froide, d'écarts et d'affrontements sociaux qu'on peine aujourd'hui à se représenter. C'est un monde presque entièrement disparu, qui a inspiré à Louis Oury un des classiques majeurs du témoignage ouvrier.

Sommaire : Préface ; I. L'arpète ; II. La mutation ; III. L'usine ; IV. Le boni ; V. La vie à l'usine ; Cahier photos ; VI. Les syndicats ; VII. La grève ; VIII. L'émeute ; IX. Les déplacements ; X. La promotion sociale.

Né en 1933, Louis Oury est un des écrivains prolétariens de langue française majeurs de ces quarante dernières années. Après avoir été ouvrier puis ingénieur, il est devenu historien et romancier. Les Prolos (1973, réédité aujourd'hui pour la cinquième fois) est son premier ouvrage publié.

À paraître le 14 avril 2016

248 pages (12×21) 19 €



FÊTE DU LIVRE

EDMP
8, IMPASSE CROZATIER
75012 PARIS
MÉTRO GARE DE LYON

SAMEDI ET DIMANCHE
9 ET 10 AVRIL
À PARTIR
DE 13 HEURES



ÉDITIONS
NOIR ET ROUGE

**LIVRES NEUFS
ET D'OCCASION**

Le libertaire
Internet : <http://le-libertaire.net/>
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

À vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au *libertaire*, par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com